

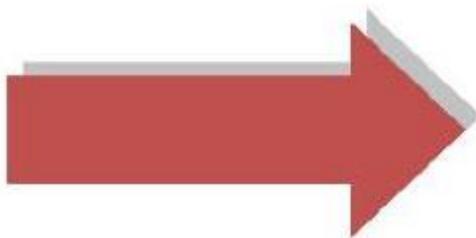


## **Djibouti : silence on tue !**

**Par Abdourahman WABERI, Ali DEBERKALE et Dimitri VERDONCK**

*Abdourahman Waberi est né le 20 juillet 1965 à Djibouti ville. Il quitte son pays en 1985 afin de poursuivre des études en France. Écrivain et professeur d'anglais en lycée, il a publié une dizaine d'ouvrages depuis 1994. Il obtient de nombreux prix prestigieux tels que le Grand Prix de la nouvelle francophone de l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique, le prix Albert Bernard de l'Académie des Sciences de l'outre-mer à Paris, le Grand Prix littéraire de l'Afrique, le Prix biennal « Mandat pour la liberté » du P.E.N Club Français 1998, ou encore le Prix collectif du Festival du Premier roman de Chambéry 1998. En 2010, il est Professeur invité et William F. Podlich Distinguished Fellow au Claremont McKenna College et membre du jury international du prix International IMPAC Dublin Literary Award. Pensionnaire, en 2010-2011, de l'Académie de France à Rome, Villa Medici, son œuvre est aujourd'hui traduite en une douzaine de langues. Son dernier roman "Passage des larmes", Jean-Claude Lattès, 2009, est un récit poétique sur l'exil, le fanatisme et la géopolitique de la Corne de l'Afrique mais on peut lire aussi comme un hommage subtil à Walter Benjamin.*

**Mars 2013**



## **Analyse**

*Le lundi 04 mars 2013 dans l'après-midi, Monsieur Daher Ahmed Farah, porte-parole de la coalition des six partis de l'opposition djiboutienne, a été une nouvelle fois arrêté à son domicile. Cette fois ce sont les hommes de la brigade criminelle qui l'ont emmené. Dans ce contexte pour le moins tendu, le philosophe français Bernard Henri Levy accepte de publier sur le site web de « La règle du jeu » l'analyse d'ACP co-signée par l'écrivain djiboutin Abdourahman Waberi et Ali Deberkale au nom de l'USN.*

À la veille des élections législatives du 22 février 2013 en République de Djibouti, Hafez Mohamed Hassan, un collégien de 14 ans, est mort sous les balles des services de sécurité du régime d'Ismaël Omar Guelleh, alors qu'il manifestait avec d'autres adolescents pour dénoncer le manque d'infrastructures sportives dans sa région d'Obock. C'est ce qui se passe à Djibouti en période pré-électorale : des balles et du sang pour tous ceux qui réclament des élections libres, transparentes et équitables. Pas plus que l'unique média local aux mains du régime au pouvoir depuis 36 ans, les médias français n'ont pris la peine de relever ce fait marquant dans cette ancienne colonie où la France dispose de sa plus grande base militaire à l'étranger.

Depuis plus de dix ans et en particulier à l'approche de chaque élection, les opposants politiques, les syndicalistes, les enseignants, les défenseurs des droits humains et les simples citoyens subissent à Djibouti une répression brutale de la part des forces de police et des services de renseignement djiboutiens. Lors de la présidentielle d'avril 2011, le bilan de cette répression a été le plus lourd de toute l'histoire du pays : plusieurs dizaines de jeunes manifestants tués, des centaines d'autres arrêtés et détenus durant des mois. Sur place au moment des faits, l'ancien Commissaire européen, Louis Michel, avait demandé que l'Union européenne exprime sa désapprobation avec force. Une fois encore, les grands médias français n'ont pas jugé intéressant d'interroger cette situation, malgré les intérêts de la France sur place.

Des élections législatives viennent de se tenir à Djibouti. Pour la première fois depuis dix ans, les opposants réunis au sein d'une coalition inédite de six partis d'opposition – l'Union pour le Salut National (USN) – ont décidé de s'y présenter. Pour l'occasion, Daher Ahmed Farah, président du MRD et très actif porte-parole de la coalition a même décidé de mettre fin à neuf années d'exil forcé en Belgique, au risque – confirmé depuis son arrivée à Djibouti – d'être régulièrement arrêté et assigné à résidence par les autorités qui craignent à juste titre l'espoir qu'il représente pour une population mise à terre par le régime, ses caciques et les faux opposants qui minent les efforts menés par la véritable opposition à la dictature. De ce retour d'exil acclamé par la population djiboutienne, les médias français n'ont dit mot.

Au cours de la campagne électorale qui a précédé ces élections, la population est massivement descendue dans les rues de la capitale et de toutes les villes du pays pour réclamer le changement. Une situation tout à fait inédite qui en soi constitue déjà une petite révolution. Face à l'ampleur de cette mobilisation citoyenne, le régime a multiplié les provocations, procédé à de nombreuses arrestations et interdit plusieurs meetings. Rien de comparable toutefois avec ce qui s'est produit lors des précédents scrutins, dont le dernier qui s'est déroulé alors que des centaines de représentants de partis de l'opposition, de partisans, de militants des droits de l'Homme et de simples manifestants avaient été jetés en prison pour étouffer toute contestation.

Pas plus qu'à l'époque pour dénoncer cette scandaleuse mise à l'écart des contestataires du régime, les médias français n'ont aujourd'hui souligné cette surprenante attitude de la part d'un régime dont on pouvait légitimement se demander s'il ne s'apprêtait pas à mieux frapper, une fois les résultats frauduleux annoncés à une population pourtant très clairement acquise à l'opposition, au risque de plonger le pays dans un scénario à la syrienne.

Dès le lendemain des élections, reprenant en chœur une dépêche de l'AFP, certains médias ont annoncé – sans les interroger – les chiffres avancés par le régime et noté que les élections s'étaient déroulées dans le calme. D'autres ont, avec un brin de paternalisme, souligné la maturité de la population djiboutienne. Pour compléter le tableau, ils auraient pu ajouter que la température était de 40° et que le vent était faible... Avec un peu de chance, certains lecteurs de médias français sont au courant que des élections viennent d'avoir lieu à Djibouti. Parmi eux, certains se demandent encore quels sont les enjeux de ce scrutin pourtant historique.

Quant aux téléspectateurs de TF1, de France 2 ou de Canal+, ils n'auront pas entendu parler d'élections à Djibouti. Aucun n'aura appris que l'opposition a proclamé sa propre victoire, ce qui ne revient pas du tout au même que de contester la victoire de son adversaire. Aucun n'aura été informé que, dès le lendemain des élections, le régime djiboutien a renoué avec ses bonnes vieilles habitudes en arrêtant massivement les manifestants, en enfermant les plus gênants d'entre eux (300 personnes dont 37 femmes et un enfant à l'heure où nous écrivons ces lignes) et en tentant par tous les moyens de réduire au silence les voix de l'opposition politique assignée à résidence et de la contestation populaire d'une ampleur inédite à Djibouti. Surtout, au moment où ce sera le plus nécessaire – maintenant ! – aucun ne prendra la peine de s'intéresser à la situation post-électorale d'un pays dont personne ne parle à l'exception de quelques plongeurs conquis par les fonds sous-marins et de soldats alanguis du souvenir des filles qu'ils ont baisées dans notre cité portuaire.

L'Union européenne est le premier bailleur de fonds à destination de la République de Djibouti où elle a décidé de renforcer sa présence. Comme le Japon et les Etats-Unis, la France verse par ailleurs chaque année au régime 30 millions d'euros pour la location de sa base militaire auxquels il faut ajouter l'aide bilatérale et multilatérale qu'elle apporte à Djibouti. Une aide captée par des ONG noyautées par les proches du régime devenus spécialistes dans la lutte contre l'excision ou la famine par exemple, des problèmes qui ont le mérite d'émouvoir l'opinion publique et que l'on peut facilement présenter comme des coups du sort et le fait de traditions ancestrales si difficiles à éradiquer. Les détournements de fonds publics à destination de la population sont à ce point pratiqués à Djibouti que l'OMS a été contrainte il y a quelques mois de suspendre l'aide qu'elle y consent pour la lutte contre le VIH-SIDA et de prévoir des mesures spécifiques de contrôle.

En attendant, des centaines de milliers de personnes continuent de vivre dans des conditions terribles, de mourir du SIDA et du choléra, la moitié des habitants continue de survivre sans abri (neuf personnes sur dix sont sans abri dans le reste du pays), l'eau manque faute de réseau de distribution, les conditions sanitaires restent désastreuses, le chômage massif atteint des sommets, la corruption se généralise et finalement, l'humanité disparaît sous les coups d'une brute épaisse, avide de pouvoir et d'argent. De tout cela, aucun média français ne parle.

La poursuite de la présence française à Djibouti exige un renforcement des exigences de la France sur le plan du respect des droits de l'Homme et de la démocratie à Djibouti. Cette même exigence qui fait que l'on ne tue pas un collégien de 14 ans, que l'on ne viole pas sa mère, que l'on ne torture pas son père, que l'on n'exécute pas son frère, qu'on laisse voter librement sa sœur et que l'on respecte la volonté du peuple lorsqu'elle s'exprime avec autant

de force et de clarté que ces derniers jours à Djibouti. Il est temps par ailleurs pour la France de comprendre que dans le contexte régional difficile de la Corne de l'Afrique, le régime actuel de Djibouti ne représente plus une garantie de stabilité. Au contraire, désavoué par un peuple qui a trouvé la force de se lever contre lui, ce régime représente désormais une grave menace tant pour la stabilité du pays et de la région que pour la défense des intérêts étrangers sur place.

Le président djiboutien Ismael Omar Guelleh qui avait tenu à inviter un de ses plus proches amis, le Soudanais Omar El Béchir, lors de sa troisième investiture en avril 2011 est arrivé en bout de course. N'ayant ni la stature ni la culture d'un Abdoulaye Wade, il y a fort à craindre que le président djiboutien ne s'accroche autant qu'il le pourra à Djibouti qu'il considère comme sa propriété personnelle. Les risques sont réels de voir le régime tuer, torturer et réprimer très durement les manifestations pacifiques dans les prochains jours. Les Français doivent le savoir et s'en inquiéter.